

Eric Brousseau et Alain Rallet: Il faut démythifier et penser Internet

Le Monde 21.4.2000

Hier encore, un spectre semblait hanter l'Europe : le retard dans les technologies de l'information. Puis vint la foudroyante et divine apparition de la nouvelle économie. « *Radieuse aurore, radieuse aurore* », nous invitait-on à répéter comme ce personnage de Jack London, célèbre dans tout l'Alaska pour apostropher ainsi à leur réveil ses compagnons de la ruée vers l'or.

Mais déjà le doute s'est installé. Il n'est plus qu'une question : quand la bulle Internet éclatera-t-elle ? Tout va décidément très vite dans la nouvelle économie. Au-delà de l'écume journalistique, de la fièvre boursière et de la thérapie entrepreneuriale qu'elle représente, qu'est-ce qui se joue sur le plan économique ? Le capitalisme actuel connaît-il des transformations profondes liées aux technologies de l'information et, si oui, lesquelles ?

Tout ne commence pas et tout ne finit pas avec Internet, qui n'est ni une refondation complète de l'économie, ni une seconde naissance de l'humanité. C'est la dernière couche d'une révolution technologique qui participe d'une transformation profonde du système économique.

Dans le discours actuel, tout se passe comme si tous les processus économiques allaient s'aligner sur la logique d'Internet. Or elle est très particulière : c'est une logique de la communication, de l'échange et du partage d'informations. A ce titre, Internet est, avec d'autres (le téléphone mobile, par exemple), un puissant instrument d'accélération et d'extension de la communication. D'autre part, il transforme radicalement les conditions d'accès à l'information. Il est aussi appelé à modifier profondément l'économie des médias, qui est une économie de la communication. Mais l'activité économique ne se résume pas à de la communication, elle consiste fondamentalement à produire et à échanger et à se donner les moyens organisés (entreprises, marchés) de le faire.

La structure organisationnelle de l'économie est ainsi constituée de mécanismes de coordination et de règlement des conflits qui régissent l'organisation du travail, des entreprises et des marchés. Tout le problème est : comment les réseaux vont-ils affecter cette structure organisationnelle de l'économie ? De là dépendront d'éventuels nouveaux modèles économiques et une nouvelle dynamique de croissance.

La difficulté, révélée par les études statistiques, d'imputer des gains significatifs de productivité aux investissements en technologies de l'information atteste de ce que ces modèles n'ont pas encore été mis en place. La nature de leurs impacts est loin d'être clarifiée, contrairement à ce que laisse entendre le discours actuel sur Internet, qui confond promesses technologiques et modèles socio-économiques. Internet est généralement associé à l'avènement d'un marché global totalement transparent reliant directement vendeurs et acheteurs, permettant de s'affranchir des barrières institutionnelles qui s'opposent à la libre circulation des informations, des marchandises et des capitaux. Il réaliserait en somme l'utopie du marché parfait. Il n'en est rien.

Les « intermédiaires » qu'on trouve dans la plupart des filières industrielles et commerciales remplissent des fonctions que l'électronique ne fait pas disparaître : rapprochement de l'offre et de la demande, organisation de la logistique, sécurisation des transactions, financement du cycle de distribution. Les marchés électroniques continuent notamment de requérir des intermédiaires garantissant les transactions ou ayant la capacité d'agréger l'offre et la demande. D'où l'importance de la bataille sur les portails.

Ensuite, les marchés électroniques ne sont pas d'eux-mêmes transparents. La surabondance d'informations et les techniques de leurre (déjà bien connues dans le monde physique) font écran à une telle transparence. Le niveau et la dispersion des prix observés sur Internet ne sont pas plus faibles que sur les marchés traditionnels.

Corollaire et autre illusion : Internet conduirait à une « individualisation » parfaite des organisations et de la société. Les entreprises deviendraient virtuelles, coordonnant de manière horizontale des individus quasi indépendants. De même, les rapports sociaux s'organiseraient sur le mode de communautés éclatées dans l'espace et constituées d'individus autonomes s'échangeant des services sur mesure. Bref, la nature hiérarchique des organisations disparaîtrait, le « global » deviendrait « village », le marché *one to one*, l'industrie artisanale et la société globale, unifiée, libérale et démocratique.

Tout cela est d'une grande naïveté. Les technologies de l'information n'imposent aucun modèle d'organisation. Le fait qu'elles permettent de nouvelles possibilités d'échange et de partage de l'information ne signifie pas qu'elles vont imposer un modèle d'entreprise décentralisée et éclatée. On oublie souvent que ce sont les grandes entreprises automobiles tayloriennes-fordiennes, modèle hiérarchique par excellence, qui ont poussé l'usage de ces technologies le plus loin. La réduction des délais de conception et la mise en oeuvre de techniques de production plus flexibles est passée par une

intégration informationnelle très hiérarchique aussi bien au sein des entreprises que dans les relations avec les fournisseurs ou les distributeurs.

Les technologies de l'information permettent l'émergence de nouveaux modèles organisationnels comme elles renforcent l'efficacité des modèles anciens quand elles n'en étendent pas le domaine d'application (on pense notamment à la taylorisation du travail administratif). De la même façon, si ces technologies permettent de structurer de nouvelles formes de communautés comme celle des développeurs de logiciels, des fans de Lara Croft ou des militants anti-OMC, la sociabilité reste structurée par des cadres institutionnels, linguistiques et territoriaux qui ne sont pas remis en cause par Internet. Au contraire, le réseau des réseaux constitue un moyen supplémentaire à la disposition des familles, des communautés et des institutions pour renforcer des liens et des identités collectives.

Cela étant, quels impacts peut avoir l'économie d'Internet sur l'organisation et le fonctionnement de l'économie, sachant que le réseau ne résume pas l'ensemble des technologies de l'information et qu'il y a encore une vie économique en dehors de lui ? Elle en a d'abord sur l'organisation des marchés et de l'industrie. Elle transforme de façon importante les marchés de biens et services intangibles (des marchés financiers aux marchés de biens culturels) en abaissant les barrières à l'entrée tant pour les vendeurs que pour les acheteurs et en étendant considérablement leurs aires géographiques. Elle favorise le développement de nouveaux marchés, notamment les marchés de consommateurs à consommateurs, en diminuant les coûts de transaction et en socialisant l'information sur les acheteurs et les vendeurs.

Enfin, la mise en place en aval de relations individualisées avec le consommateur final implique à terme une évolution en amont des modèles de production. C'est par ce biais que l'ancienne économie sera profondément affectée. Il n'est pas interdit de penser, par exemple, qu'une grande partie de l'industrie adoptera le modèle de l'assembleur en vogue dans l'informatique. La production des composants est externalisée, l'industriel gardant le contrôle de l'assemblage en relation avec les demandes spécifiques de la clientèle avec laquelle il a un contact direct. L'annonce récente de la constitution de plates-formes électroniques de marché entre constructeurs automobiles et fournisseurs va dans ce sens.

Mais Internet n'affecte pas que les marchés. Il introduit aussi et surtout des relations complexes entre activités marchandes et non marchandes. Sur Internet, chacun est tour à tour coproducteur et coconsommateur de services autogénérés par le réseau. Il s'établit ainsi une logique multilatérale de don et de contre-don. Quelle économie peut en résulter ? Plusieurs possibilités sont déjà ouvertes. L'une est d'ériger l'échange non marchand de services en

moyen de rabattre l'internaute vers la vente de services marchands. La navigation libre sur les larges avenues du réseau aurait alors pour raison finale d'amener les surfeurs dans des culs-de-sac marchands. Cette tendance est déjà à l'oeuvre : les internautes n'iraient pas surfer sur Internet s'il n'y avait que des sites marchands ; d'autre part, les sites de commerce électronique apparaissent comme le seul moyen de rentabiliser l'économie du Net.

Deuxième possibilité : Internet favoriserait une économie non marchande, de biens publics, à l'instar des logiciels libres codéveloppés par la communauté des informaticiens. Le caractère multilatéral et la logique du don/contre-don permettraient d'instituer une économie de réciprocité tout aussi efficace que l'économie marchande. La question est en fait plus complexe, car il existe de multiples manières d'hybrider le non-marchand et le marchand, le gratuit et le payant. Les biens publics peuvent en effet être utilisés comme plate-forme pour offrir des biens et des services marchands.

Enfin, troisième possibilité : celle d'une économie marchande « dissidente ». En permettant de toucher des clientèles tout à la fois ciblées et vastes, Internet reconstituerait la possibilité de marchés restreints. En particulier, dans le domaine culturel, il permettrait d'échapper à l'économie des *mass media* et du *best seller*, en rendant viable, côté offre, des productions à audience limitée et en amplifiant considérablement, côté demande, la vieille méthode du bouche à oreille. On peut l'espérer, mais Internet est aussi une puissante machine à industrialiser les contenus et à concentrer l'offre en facilitant la formation de standards sur une vaste échelle.

Les mutations de certains marchés ou des relations entre marchand et non-marchand illustrent ce que nous pourrions étendre à d'autres domaines - l'organisation des entreprises et des industries, les mécanismes d'accumulation et de rémunération, etc. : Internet ouvre de nouvelles occasions, mais n'impose aucun modèle.

La fascination technologique qui a gagné les élites et sert de caisse de résonance aux intérêts des vendeurs ne doit pas masquer la marge de liberté dont nous disposons pour orienter les modèles économiques et sociaux. Des choix sont possibles. Encore faut-il qu'il y ait un débat public autour des usages d'Internet et de leur régulation. On ne pourra, sinon, éviter leur capture par quelques groupes d'intérêts s'appropriant de facto le réseau des réseaux, les pouvoirs publics allant de manière impuissante d'un accompagnement juridique velléitaire à la sempiternelle recommandation de relier toutes les écoles à Internet.

Eric Brousseau et Alain Rallet sont professeurs d'économie, respectivement à l'université Nancy-II et à l'université de Bourgogne.